GG

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 48.304/2
DU 16 JUIN 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 19 mai 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le projet d'arrêté rend obligatoires à l'égard de ses destinataires diverses normes établies par des organismes de normalisation, notamment des normes NBN.

Il convient, conformément à l'article 190 de la Constitution, à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, et à l'article 56, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, d'en assurer la publication intégrale au Moniteur belge [1].

---

(1) Voir le rapport annuel 2005-2006 du Conseil d'État, nos 18 à 21, pp. 11 à 17, spéc. n/ 21, p. 17, www.raadvst-consetat.be, onglets "L'institution" et "Rapports annuels".

Observations particulières

Préambule

1. Le projet d'arrêté trouve son fondement légal uniquement dans les articles 4 et 22, alinéa 2, 3/, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

Seules ces dispositions doivent être visées à l'alinéa 1er du préambule.

2. Les arrêtés royaux visés aux alinéas 3 et 4 n'étant ni modifiés ni abrogés par le projet, leur mention doit être omise.

3. Il ressort du dossier que, lors de l'accomplissement des formalités prescrites par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, la Commission européenne n'a pas formulé d'observation.

Il n'y a donc pas lieu, dans l'alinéa 8 du préambule, de viser "l'avis de la Commission européenne".

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu l'accomplissement des formalités prescrites par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;".

Dispositif

Article 1er

1. Plusieurs des définitions que contient la disposition en projet - en l'occurrence celles qui font l'objet du 2/, du 3/, du 7/, du 8/ et du 18/ - n'ont d'autre objet que de rappeler des définitions figurant déjà à l'article 2 de la loi du 21 décembre 1998.

Un tel rappel est inutile. En outre, le rappel de dispositions législatives présente l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des dispositions en question.

Les 2/, 3/, 7/, 8/ et 18/ doivent donc être omis.

2. La définition du mot "exploitant" que donne le 4/ reproduit pratiquement celle qui figure actuellement à l'article 1er, 13/, de l'arrêté royal du 2 juin 1999 contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football.

Dans son avis 29.174/4, donné le 26 avril 1999 sur le projet devenu l'arrêté royal du 2 juin 1999, la section de législation du Conseil d'État avait observé que la notion d'"utilisateur habituel", que contient cette définition, devait être précisée [2], la question se posant de savoir qui, dans cette hypothèse, est tenu par les obligations qui sont mises à charge de l'exploitant.

La disposition à l'examen appelle une observation analogue.

3. Les 31/ et 32/ doivent être revus pour envisager l'hypothèse où un permis d'urbanisme a été demandé le 1er juillet 1999.

---

(2) En effet, il est plausible que plusieurs personnes utilisent un même stade "à titre habituel".

Article 2

Le renvoi que fait l'alinéa 2 à certains points de l'annexe 1 est erroné.

Ainsi :

1/ le renvoi au point 5.5, § 1er, 2/, § 1er, doit être remplacé par un renvoi au point 5.5, § 2, 2/, alinéa 1er;

2/ le point 5.5, § 3 n'existe pas;

3/ le renvoi au point 7.4.2, alinéa 3, doit être remplacé par un renvoi au point 7.4.2, alinéa 4;

4/ le renvoi au point 7.5 doit être remplacé par un renvoi au point 7.6;

5/ le renvoi au point 7.6 doit être remplacé par un renvoi au point 7.7.

Article 3

Le 2/ reproduit l'article 3, 2/, de l'arrêté royal du 2 juin 1999.

Dans son avis précité 29.174/4, la section de législation du Conseil d'État avait observé ce qui suit à propos de cette disposition :

> "À l'article 3, 2/, il y a lieu de préciser quelles sont les autorités administratives visées et en vertu de quelles dispositions légales ou réglementaires elles peuvent interdire l'accès de certains lieux au public.
>
> Cette précision s'impose d'autant plus qu'en vertu de l'article 22 de la loi précitée [3] celui qui «se trouve dans un lieu inaccessible au public» est susceptible d'encourir les sanctions prévues à l'article 24 de la même loi".

La disposition à l'examen appelle la même observation.

---

(3) À savoir la loi du 21 décembre 1998.

Article 4

1. La disposition à l'examen impose aux organisateurs des matches de football qu'elle vise diverses obligations, consistant à faire établir et à transmettre des rapports relatifs à la sécurité des infrastructures qu'ils utilisent.

Il est permis de se demander s'il est bien pertinent de mettre ces obligations à charge des organisateurs de matches de football. En effet, ceux-ci ne sont pas nécessairement les personnes qui assurent la gestion des infrastructures concernées. En tout état de cause, *quid* dans les cas où un stade est utilisé par plusieurs organisateurs de matches de football ? Qu'en est-il également dans les cas où un organisateur de matches de football n'utilise un stade que de manière occasionnelle ?

Ne s'indiquerait-il pas plutôt que les obligations imposées par l'article 4 incombent aux exploitants de stades [4] ?

2. La question se pose de savoir à qui doit être confiée la charge de réaliser l'expertise approfondie que prévoit le paragraphe 2. Doit-il également s'agir, comme au paragraphe 1er, 2/, d'"un expert neutre préalablement approuvé par la cellule football" ?

Article 5

1. En prévoyant que, dans les hypothèses indiquées, "les dérogations sont nulles de plein droit", le paragraphe 3 reprend une disposition qui figure actuellement à l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 2 juin 1999.

---

(4) Ceci en tenant compte de la définition du mot "exploitant" que donne l'article 1er, 4/, du projet d'arrêté, et de l'observation faite plus haut à propos de cette définition.
Il est vrai que l'article 4 de la loi du 21 décembre 1998, qui habilite le Roi à fixer les normes de sécurité auxquels doivent satisfaire les stades ou parties de stades, énonce une obligation qui a pour seuls destinataires les organisateurs de matches de football. Ceci ne fait cependant pas obstacle à ce que, en fixant lesdites normes de sécurité, le Roi impose des obligations à des personnes autres que les organisateurs de matches de football.

.../...

Dans son avis précité 29.174/4, la section de législation du Conseil d'État avait observé ce qui suit à propos de cette disposition :

> "Au paragraphe 3, au lieu de prévoir une «nullité de plein droit» des dérogations, mieux vaut prévoir, dans un souci de sécurité juridique, que l'exploitant et l'organisateur ne peuvent se prévaloir de la dérogation ministérielle que si les mesures de sécurité alternatives approuvées par la dérogation sont respectées".

La disposition à l'examen appelle une observation analogue.

2. Le paragraphe 4 tend à régler la création, la composition, la compétence et le fonctionnement d'une commission de dérogation, chargée de "conseiller le ministre de l'intérieur au sujet des demandes de dérogation et des mesures de sécurité alternatives dont question au § 1er, introduites après l'entrée en vigueur du présent arrêté". Le texte précise que l'avis de la commission n'est pas obligatoire.

L'intervention de cet organe n'est donc pas prescrite au titre d'une formalité substantielle.

En conséquence, le paragraphe 4 ne présente pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de sorte qu'il ne sera pas examiné ici [5].

Article 6

Prévoir, comme l'envisage l'article à l'examen, que "l'exploitant du stade et/ou l'organisateur d'un match de football doivent accorder un accès illimité à toutes les zones et à tous les locaux du stade aux fonctionnaires ou agents chargés du contrôle de l'application de la loi et du présent arrêté", implique une restriction aux libertés.

---

(5) Voir déjà, en ce sens, l'avis de la section de législation du Conseil d'État 39.526/2, donné le 28 décembre 2005 sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 juin 1999 concernant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football.

À cette fin, une disposition législative spécifique est nécessaire.

Force est de constater, en l'espèce, qu'une telle disposition fait défaut.

L'article 6 doit donc être omis.

Article 7

Les mots "et remplace", qui ne sont pas nécessaires, doivent être omis.

Article 8

L'alinéa 3 indique que le point 4.5, § 1er, 2/, de l'annexe 1 est "relatif aux tribunes accueillant fréquemment des enfants".

Or, tel qu'il est rédigé, le point 4.5, § 1er, 2/, de l'annexe 1 ne s'applique pas uniquement aux "tribunes accueillant fréquemment des enfants".

Le projet d'arrêté doit être revu pour éviter toute incohérence sur ce point.

Observation finale

Diverses dispositions réglementaires existantes doivent être adaptées pour tenir compte de l'arrêté en projet.

Ainsi en va-t-il par exemple de l'article 15, 6/ et 7/, de l'arrêté royal du 15 juin 1999 relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football, et de l'article 5, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 février 2006 relatif à l'installation et au fonctionnement de caméras de surveillance dans les stades de football.

Observations de forme

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet et de l'annexe 1 du projet est susceptible d'amélioration. C'est à titre d'exemple que sont faites ci-dessous les propositions de texte suivantes :

Article 1er

Au 19/ "binnenomheining" il faudrait écrire "en de aansluitende zone ervan" au lieu de "en diens aansluitende zone". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au 37/ "verluchte ruimte" il faudrait écrire "zonder gebruik van bouwelementen" au lieu de "zonder tussenkomst van bouwelementen".

Article 2

À l'alinéa 2, premier tiret, il faudrait écrire "parkeerzones" au lieu de "stationeerzones". Cette observation vaut mutatis mutandis pour l'ensemble du projet.

Au même alinéa, neuvième tiret, il faudrait écrire "en die van de bezoekende ploeg" au lieu de "en deze van de bezoekende ploeg".

Annexe 1

Au point 4.5. Hoogtes en hellingen, §1. Borstweringen, 2/, il faudrait écrire "voorzien van een tussenstang" au lieu de "voorzien van een tussenbaar".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. de LEVAL,	assesseurs de la section de législation,
Mesdames	V. VANNES,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.304/2
VAN 16 JUNI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 19 mei 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Bij het ontwerpbesluit worden diverse normen die vastgesteld zijn door normalisatie-instituten, inzonderheid NBN-normen, verplicht verklaard ten aanzien van de adressaten ervan.

Die normen moeten overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet, artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, en artikel 56,

§ 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken integraal worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad [1].

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De rechtsgrond van het ontwerpbesluit is alleen te vinden in de artikelen 4 en 22, tweede lid, 3/, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

In het eerste lid van de aanhef behoort alleen naar die bepalingen te worden verwezen.

2. Aangezien de koninklijke besluiten waarnaar in het derde en het vierde lid verwezen wordt bij het ontwerp noch gewijzigd, noch opgeheven worden, behoren ze niet te worden vermeld.

3. Uit het dossier blijkt dat de Europese Commissie bij het vervullen van de vormvereisten voorgeschreven bij richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, geen opmerking heeft gemaakt.

Er bestaat dan ook geen grond om in het achtste lid van de aanhef te verwijzen naar "het advies van de Europese Commissie".

---

(1) Zie het jaarverslag 2005-2006 van de Raad van State, nummers 18 tot 21, blz. 11 tot 17, inzonderheid nr. 21, blz. 17, www.raadvst-consetat.be, tabs "De instelling" en "jaarverslagen".

Dat lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het vervullen van de vormvereisten voorgeschreven bij richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;"

Dispositief

Artikel 1

1. Verscheidene van de definities die de ontworpen bepaling bevat - in casu die welke vermeld staan in de onderdelen 2/, 3/, 7/, 8/ en 18/ - zijn enkel bedoeld als herhaling van definities die reeds voorkomen in artikel 2 van de wet van 21 december 1998.

Zo een herhaling is nutteloos. Bovendien vertoont het herhalen van wetsbepalingen het nadeel dat daardoor verwarring kan ontstaan omtrent de ware juridische aard van de bepalingen in kwestie.

De onderdelen 2/, 3/, 7/, 8/ en 18/ dienen dan ook te vervallen.

2. De definitie die van het woord "exploitant" wordt gegeven in onderdeel 4/, vormt een nagenoeg woordelijke weergave van de definitie die thans staat in artikel 1, 13/, van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen.

In haar advies 29.174/4, gegeven op 26 april 1999 over het ontwerp dat tot het koninklijk besluit van 2 juni 1999 heeft geleid, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgemerkt dat het begrip "gewoonlijke gebruiker" dat in die definitie

voorkomt, nader omschreven moet worden [2], aangezien dan de vraag rijst wie de verplichtingen moet nakomen die aan de exploitant opgelegd worden.

De voorliggende bepaling geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

3. De onderdelen 31/ en 32/ moeten herzien worden teneinde rekening te houden met de mogelijkheid dat op 1 juli 1999 een stedenbouwkundige vergunning aangevraagd is.

Artikel 2

In het tweede lid wordt verkeerdelijk verwezen naar bepaalde punten van bijlage 1.

Zo :

1/ moet de verwijzing naar punt 5.5, § 1, 2/, § 1ste lid, vervangen worden door een verwijzing naar punt 5.5, § 2, 2/, eerste lid;

2/ bestaat punt 5.5, § 3, niet;

3/ moet de verwijzing naar punt 7.4.2, derde lid, vervangen worden door een verwijzing naar punt 7.4.2, vierde lid;

4/ moet de verwijzing naar punt 7.5 vervangen worden door een verwijzing naar punt 7.6;

5/ moet de verwijzing naar punt 7.6 vervangen worden door een verwijzing naar punt 7.7.

---

(2) Er zijn immers waarschijnlijk verscheidene personen die "gewoonlijk" eenzelfde stadion gebruiken.

Artikel 3

In onderdeel 2/ wordt artikel 3, 2/, van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 overgenomen.

In haar voormelde advies 29.174/4 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State over die bepaling de volgende opmerking gemaakt :

> "In artikel 3, 2/, moet worden verduidelijkt welke bestuurlijke overheid wordt bedoeld en krachtens welke wets- of verordeningsbepalingen ze het publiek de toegang tot sommige plaatsen kan verbieden.
>
> Die verduidelijking is noodzakelijk, temeer omdat degene die 'zich bevindt in plaatsen die voor het publiek niet toegankelijk zijn', krachtens artikel 22 van de voornoemde wet [3] de in artikel 24 van dezelfde wet vermelde sancties kan oplopen."

De voorliggende bepaling geeft aanleiding tot dezelfde opmerking.

Artikel 4

1. Bij de voorliggende bepaling worden aan de organisatoren van de daarin genoemde voetbalwedstrijden verscheidene verplichtingen opgelegd, die erin bestaan over de veiligheid van de infrastructuur die ze gebruiken verslagen te laten opmaken en die toe te zenden.

De vraag rijst of het wel pertinent is die verplichtingen op te leggen aan organisatoren van voetbalwedstrijden. Dezen zijn immers niet noodzakelijk de personen die zorgen voor het beheer van de infrastructuur in kwestie. Wat er ook van zij, is de vraag hoe het zit met een stadion dat door verschillende organisatoren van voetbalwedstrijden gebruikt wordt. En hoe zit het ingeval een organisator van voetbalwedstrijden een stadion alleen occasioneel gebruikt ?

---

(3) Bedoeld wordt de wet van 21 december 1998.

Is het niet veeleer raadzaam de verplichtingen uit artikel 4 aan de exploitanten van stadions op te leggen [4] ?

2. De vraag rijst aan wie de grondige expertise waarvan in paragraaf 2 sprake is, moet worden toevertrouwd. Moet het, zoals in paragraaf 1, 2/, eveneens gaan om "een neutraal expert, voorafgaandelijk goedgekeurd door de Voetbalcel" ?

Artikel 5

1. Doordat bepaald wordt dat de afwijkingen in de aangegeven omstandigheden "van rechtswege (vervallen)", wordt in paragraaf 3 een bepaling overgenomen die thans voorkomt in artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 2 juni 1999.

In haar voormelde advies 29.174/4 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State over die bepaling de volgende opmerking gemaakt :

> "Wat paragraaf 3 betreft, zou het beter zijn niet te bepalen dat de afwijkingen van rechtswege vervallen, maar met het oog op de rechtszekerheid te bepalen dat de exploitant en de organisator alleen dan aanspraak kunnen maken op de door de minister toegestane afwijking als de bij de afwijking goedgekeurde alternatieve veiligheidsmaatregelen worden nageleefd".

De voorliggende bepaling geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

---

(4) Zulks rekening houdend met de definitie van het woord "exploitant" die gegeven wordt in artikel 1, 4/, van het ontwerpbesluit en met de opmerking die hiervoren over die definitie is gemaakt.
Artikel 4 van de wet van 21 december 1998, waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het bepalen van de veiligheidsnormen waaraan stadions of delen van stadions moeten voldoen, bevat weliswaar een verplichting die alleen geldt voor organisatoren van voetbalwedstrijden. Zulks neemt evenwel niet weg dat de Koning, bij het bepalen van de voornoemde veiligheidsnormen, verplichtingen kan opleggen aan personen die geen organisator van voetbalwedstrijden zijn.

.../...

2. Paragraaf 4 strekt tot het regelen van de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid en de werkwijze van een afwijkingscommissie, die ermee belast wordt "de minister van Binnenlandse Zaken te adviseren omtrent de in § 1 vermelde afwijkingsaanvragen en alternatieve veiligheidsmaatregelen, ingediend na de inwerkingtreding van dit besluit". In de tekst wordt gepreciseerd dat het advies van de commissie niet verplicht is.

Het inwinnen van het advies van dat orgaan is dus niet voorgeschreven als een substantieel vormvereiste.

Bijgevolg is paragraaf 4 niet van verordenende aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zodat die paragraaf hier niet zal worden onderzocht [5].

Artikel 6

De in het voorliggende artikel vervatte bepaling dat "de exploitant van het stadion en/of de organisator van een voetbalwedstrijd ... verplicht (zijn) de ambtenaren of agenten belast met de controle op de toepassing van de wet en dit besluit een onbeperkte toegang te verlenen tot alle zones en lokalen in het stadion", houdt een beperking van de vrijheden in.

Daarvoor is een specifieke wettelijke bepaling vereist.

Op te merken valt dat zo een bepaling in casu ontbreekt.

Artikel 6 dient dan ook te vervallen.

(5) Zie reeds in deze zin advies 39.526/2 dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 28 december 2005 heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen.

Artikel 7

De woorden "en vervangen" dienen als overbodig te vervallen.

Artikel 8

In het derde lid wordt bepaald dat punt 4.5, § 1, 2/, van bijlage 1 betrekking heeft op "de tribunes waar frequent kinderen aanwezig zijn".

Zoals punt 4.5, § 1, 2/, van bijlage 1 gesteld is, geldt dat punt evenwel niet alleen voor "tribunes waar frequent kinderen aanwezig zijn".

Het ontwerpbesluit behoort te worden herzien teneinde elk gebrek aan samenhang op dit punt te voorkomen.

Slotopmerking

Verscheidene bestaande verordeningsbepalingen dienen te worden aangepast opdat met het ontworpen besluit rekening wordt gehouden.

Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 15, onderdelen 6/ en 7/, van het koninklijk besluit van 15 juni 1999 betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden en met artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit van 22 februari 2006 betreffende de installatie en de werking van bewakingscamera's in de voetbalstadions.

Vormopmerkingen

De Nederlandse lezing van sommige bepalingen van het ontwerp en van bijlage 1 van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

In onderdeel 19/ "binnenomheining" schrijve men "en de aansluitende zone ervan" i.p.v. "en diens aansluitende zone". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In onderdeel 37/ "verluchte ruimte" schrijve men "zonder gebruik van bouwelementen" i.p.v. "zonder tussenkomst van bouwelementen".

Artikel 2

In het tweede lid, eerste streepje, schrijve men "parkeerzones" i.p.v. "stationeerzones". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In hetzelfde lid, negende streepje, schrijve men "en die van de bezoekende ploeg" i.p.v. "en deze van de bezoekende ploeg".

Bijlage 1

In onderdeel 4.5. Hoogtes en hellingen, §1. Borstweringen, 2/, schrijve men "voorzien van een tussenstang" i.p.v. "voorzien van een tussenbaar".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouw	M.	BAGUET,	
de Heer	G.	de LEVAL,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Dames	V.	VANNES,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, kamervoorzitter.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS